Commune des Avirons

Extrait N° 2 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

---

Séance ordinaire du 24 février 2017

L'an deux mil dix-sept, le 24 février à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Michel DENNEMONT, Maire.**

NOTA :

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le

0 3 MARS 2017

que la convocation du Conseil a été faite le **14 février 2017** et que le nombre des membres en exercice étant de **33**, le nombre des membres présents est de **27**.

Le Maire,

MAIRIE DES AVIRONS ☆ ILE DE LA REUNION ☆

Présents : M. DENNEMONT Michel – M. MONDON René – M. LESQUELIN Jean Hugues – Mme LUCAS Roseline – M. ESCHYLE Gilles – Mme CADAS Isabelle – M. BENARD Alex – Mme MARCHAND Gladys – Mme MEZINO Sylvaine – Mme HEBERT Monique – M. VLODY René – M. CASSAGNABERE Patrick – M. RIVIERE Lucien – Mme RIVIERE Suzette – Mme JULLIEN Marie Josée – M. PAYET Fabrice – M. FRINGUE Mikaël – Mme BARET Liliane – M. FERRERE Frédo – Mme ABELARD Isabelle – Mme LESQUELIN Nadia – M. RIVIERE Olivier – Mme DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia – Mme HOARAU Annie – M. FORT Paul – Mme CADERBY Colette – Mme BRABANT VICTOIRE Fabienne.

Absents : M. CANTINA Pierrot – M. SERMANDE Jean Pierre – M. DENNEMONT Jean Daniel – Mme SILOTIA Natacha.

Procurations : Mme BAILLIF Line Rose a donné mandat à M. MONDON René – **M. RIVIERE Raphaël** a donné mandat à Monsieur BENARD Alex.

Secrétaire : Le Maire propose la candidature de **Madame DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia** comme **secrétaire de séance.** Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia est désignée pour en assurer les fonctions.

& &

&

AFFAIRE N° 2 / Orientations budgétaires 2017

- Compte principal

L'article 2312-1 du CGCT amendé par la loi NOTRE du 07 août 2015 stipule que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat.

En outre, dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport doit comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Doit y figurer notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail.

La délibération doit être transmise, en sus du représentant de l'Etat, au président de l'EPCI.

Dans ce cadre, pour l'année 2017, le Conseil Municipal est appelé à débattre de ce rapport pour les différents comptes de la Commune.

RAPPORT D'ORIENTATIONS 2017

I. Compte Principal

A. Quelques données démographiques statistiques sur la Commune

(source INSEE)

La population légale totale au 1er janvier 2014 entrée en vigueur au 1er janvier 2017 s'établit à **11 504** habitants.

L'évolution annuelle moyenne de la population entre 2008 et 2013 est de l'ordre de plus **1,6% l'an**. Le nombre total de logements recensés en 2013 est de **4 574** (plus 156 sur un an).

En 2015, les naissances ont été de **164** et les décès de 66.

Le taux d'activité des 15 à 64 ans s'établit à 63**%.**

Au 31 décembre 2014, **825** établissements actifs étaient dénombrés sur le territoire dont :

- ✓ Part de l'agriculture : 9,1%
- ✓ Part de l'industrie : 7,2%
- ✓ Part de la construction : 11,8%
- ✓ Part du commerce, transports et services : 52,5%
- ✓ Part de l'administration publique : 19,5%

B. Le contexte

Après avoir fait face sur les années 2013 à 2015 à un contexte financier extrêmement contraint du fait d'une forte pression sur les dépenses *(due notamment à la livraison de nouveaux équipements et aux mesures nationales venant imposer des charges supplémentaires telles que la mise en œuvre du PEDT)* conjuguée à une rupture importante des recettes, le contexte budgétaire de la Commune apparait plus maitrisé en 2016 : principalement du fait des dépenses de personnel et des charges générales contenues.

En 2017, les orientations prennent en compte les éléments majeurs suivants :

- ✓ Une dotation de solidarité communautaire : qui disparait totalement (2016 : perçue 165 140 euros ; perte de recette totale de 666 390,00 euros/an).
- ✓ Une dotation forfaitaire qui poursuit sa diminution moins 83000 euros (à moindre hauteur que prévue : en 2017, le mécanisme de contribution au déficit public est diminué de moitié; Pour 2018, la prospective propose de maintenir le même niveau de recette car la réforme globale de la dotation n'a pas été pour l'instant reprise dans les textes).Au total, la perte de recette cumulée pour la Commune est de 532 000 euros.
- ✓ Enfin, la question de la fin des emplois d'avenir se pose et notamment la problématique de la fin des remboursements de l'Etat. En 2017, 24 agents en poste au sein de la collectivité sont concernés et 5 en 2018. La Commune tente une négociation pour pouvoir conserver les recettes pour 7 agents dans le cadre d'une dérogation pour formation diplômante. Pour le reste d'autres solutions sont à trouver. Globalement, compte tenu des échéances des contrats, sur 2017, la perte de recette sera de 100 000 euros et de 500 000 euros en 2018.

- ✓ S'agissant des charges de personnel, là aussi, malgré de nets efforts dans la maîtrise de l'évolution du poste, il demeure néanmoins des mesures règlementaires auxquelles nous devrons faire face : évolution du point d'indice, reclassement, augmentation des cotisations, mise en place du RIFSEEP…).
- ✓ En investissement, le FCTVA est plus faible que celui de l'année précédente compte tenu du niveau des investissements. Toutefois, il remonte nettement en 2018.
- ✓ En termes de subvention, la recette sera limitée au regard du champ d'éligibilité des différents dispositifs existants.

Globalement, pour atténuer les impacts de ces pertes, la ville compte :

- ✓ Poursuivre la maîtrise poussée des dépenses générales de fonctionnement via une restriction des dépenses. L'objectif, pour 2017, étant de se cantonner à un objectif d'évolution des charges limité à 2%.
- ✓ Sur les dépenses de personnel, s'agissant des permanents ne pas procéder à des recrutements nouveaux et ne remplacer les départs que sur les postes incontournables, privilégier pour les contrats aidés les typologies de public permettant des aides maximales. Là aussi, l'objectif est de limiter l'évolution du poste à un maximum de 2%.
- ✓ Escompter sur une dynamique des recettes (octroi de mer, bases fiscales etc…).
- ✓ Poursuivre la sollicitation du bénéfice des fonds pour soutenir l'investissement : demandes de subvention via les fonds tels que le F.E.I. ou la DETR, dispositif d'aide aux communes participant à l'effort de construction.
- ✓ De continuer à profiter des taux historiquement bas pour la négociation des enveloppes d'emprunts.

En dépit du contexte qui demeure difficile, la Collectivité souhaite maintenir sa capacité d'investissement entre 4 et 6 millions d'euros.

Par ailleurs, toujours, au regard du contexte économique et des difficultés rencontrées par les familles, la municipalité ne souhaite pas augmenter les taux d'imposition. La variation des recettes fiscales ne sera en conséquence liée qu'à l'évolution des bases estimée à 2% en 2017 soit un produit attendu de 2 093 695 euros.

En 2017, la ligne de conduite retenue en 2016 devra s'accentuer. Notre stratégie devra être basée sur les axes suivants :

- ✓ Eviter l'effet de ciseau sur le fonctionnement (perte de recette de fait liée à la disparition des recettes sur les emplois d'avenir, contenir l'évolution des charges),
- ✓ Dégager de l'épargne,
- ✓ Contenir l'endettement,
- ✓ Maintenir l'effort d'équipement.

Les éléments cités ci-dessus nous conduisent aux perspectives chiffrées ci-dessous détaillées.

C. Rappel de la structure des comptes sur les exercices précédents et évolution budgétaire envisagée :

En dépenses réelles de fonctionnement :

ANNEES	2010	2011	2012	2013	2014	2015		PROV 2016	PREV 2017	PROV 2018
Charges de personnel	6 221	6 446	6 597	7 048	7 912	8 438		8 591	8 760	8 935
Evolution		*3,49%*	*2,29%*	*6,40%*	*10,92%*	*6,23%*		*1,82%*	*1,97%*	*2,00%*
Charges à caractère général (011)	2 545	2 554	2 604	2 835	3 095	2 925		2 786	2 841	2 897
Evolution		*-6,89%*	*1,96%*	*8,87%*	*9,17%*	*-5,49%*		***-4,75%***	*2%*	*2,00%*
Atténuation de produit	0	190	190	190	244	247		205	205	205
Contingent et participations	381	182	186	190	192	180		181	181	181
Subventions versées	523	591	571	500	501	459		376	336	336
Autres charges	142	152	157	148	178	181		187	187	187
CH Réelles de fonctionnement	9 812	10 115	10 305	10 911	12 122	12 430		12 326	12 510	12 741
Evolution		*3,09%*	*1,88%*	*5,88%*	*11,10%*	*2,54%*		*-0,84%*	*1,50%*	*1,85%*

Pour sauvegarder nos marges de manœuvre, il faudra contraindre les dépenses de fonctionnement à un pourcentage maximal d'évolution de 1,5%.

En recettes réelles de fonctionnement

ANNEES	2010	2011	2012	2013	2014	2015		PROV 2016	PREV 2017	PREV 2018
Octroi de mer	*4 327*	*4 631*	*4 884*	*4 923*	*5 021*	*5 119*		*5 320*	*5 433*	*5 595*
Evolution		*7,03%*	*5,46%*	*0,80%*	*1,99%*	*1,95%*		*4%*	*2,13%*	*3,00%*
Contributions directes ***(avec compensations fiscales)***	*1 509*	*1 671*	*1 792*	*1 952*	*1 975*	*2 099*		*2 166*	*2 209*	*2 253*
Evolution		*10,73%*	*7,24%*	*8,92%*	*1,18%*	*6,28%*		*3,19%*	*2%*	*2%*
Taxes/ carburants	*1 005*	*975*	*1 023*	*993*	*1 000*	*1 021*		*1 047*	*1 047*	*1 047*
DSC	*654*	*923*	*772*	*643*	*666*	*670*		*165*	*0*	*0*
Autres impôts et taxes ***(FPIC, Taxes mutations)***	*191*	*180*	*438*	*558*	*618*	*470*		*743*	*600*	*600*
S/T Impôts et taxes	***7 686***	***8 380***	***8 909***	***9 069***	***9 280***	***9 379***	***0***	***9 441***	***9 289***	***9 495***
Evolution		*9,03%*	*6,31%*	*1,80%*	*2,33%*	*1,07%*		*0,66%*	*-1,61%*	*2,22%*
Dotation forfaitaire	*1 501*	*1 531*	*1 543*	*1 558*	*1 473*	*1 276*		*1 109*	*1 026*	*1 026*
Evolution		*2,00%*	*0,78%*	*0,97%*	*-5,52%*	*-13,32%*		*-13,09%*	*-7,48%*	*0,00%*
Compensations contrats aidés	*1 011*	*1 065*	*1 163*	*1 116*	*1 769*	*1 886*		*2 002*	*1 900*	*1 540*
Evolution		*4,79%*	*8,43%*	*-4,12%*	*36,88%*	*6,21%*		*5,80%*	*-5,32%*	*-23,38%*
Autres recettes ***(dont DNP, fonds d'aide à la construction, fonds d'amorçage, partic diverses)***	649	583	832	1 254	999	1 431	0	1 445	1358	1358
S/T Dotations et participations	***3 164***	***3 179***	***3 538***	***3 928***	***4 241***	***4 593***	***0***	***4 556***	***4 284***	***3 924***
Evolution		*0,47%*	*10,15%*	*9,93%*	*7,38%*	*7,66%*		*-0,81%*	*-4,08%*	*-9,17%*
Redevances et recettes diverses (70+75+013)	***1 225***	***1 074***	***680***	***587***	***738***	***666***		***705***	***680***	***680***
Evolution		*-14,06%*	*-57,94%*	*-15,84%*	*20,46%*	*-10,98%*		*5,85%*	*-3,67%*	*0,00%*
TOTAL RRF	***12 075***	***12 633***	***13 127***	***13 584***	***14 259***	***14 638***	***0***	***14 702***	***14 253***	***14 099***
Evolution		*5,24%*	*5,40%*	*3,79%*	*4,31%*	*2,90%*		*+0,44%*	*-3,07%*	*-1,12%*

En 2017, les conséquences de la baisse des dotations, de la perte de la DSC et du remboursement sur les contrats sont importantes.

En termes d'analyse budgétaire, ces hypothèses nous conduisent à :

	2010	2011	2012	2013	2014	2015		PROV 2016	2017	2018
Excédent brut de fonctionnement	2 263	2 518	2 822	2 673	2 137	2 208		2 376	1743	1358
Résultat financier (Pdt-ch)	-322	-342	-352	-326	-328	-306		-293	-275	-285
résultat except	-110	-90	-74	+68	-130	-119		+ 608	-40	-40
Capacité d'autofinancement brute	1 831	2086	2 396	2 415	1 679	1 783		2 691	1428	1033
Remboursement du capital de la dette	593	666	705	710	842	834		830	818	831
Epargne nette	1 238	1 420	1 691	1 705	837	949		1861	610	202
Recettes propres d'investissement (hors 1068, subventions et hors emprunts)	1 146	583	1 121	796	917	879		1237	732	1200
Subventions (y /c RAR)	1962	1365	2733	1804	765	1763		1069	1885	500
Marge d'autofinancement	4 346	3 368	5 545	4 305	2 519	3 591		4 167	3 227	1 902

La simulation montre la baisse de notre marge d'autofinancement c'est-à-dire des possibilités réduites pour la collectivité d'assurer sur ces ressources propres le financement de ses investissements une fois le remboursement de la dette effectué. Pour remonter ce ratio, en 2017 des efforts supplémentaires devront être faits pour économiser le fonctionnement et il faudra absolument obtenir des subventions.

S'agissant de l'investissement, les réalisations et prévisionnels de réalisations sont les suivants :

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Prov 2016	Prev 2017
Dépenses d'investissement des chapitres 20,21 et 23	4 625	5 322	4 230	5 102	4 038	5 677	2 526	5 000

<u>En recettes d'investissement, les prévisionnels proposés sont :</u>

	Prov 2016	Prév 2017	Prév 2018
Produit des emprunts (Y/C RAR et PREV)	**0**	**1 750**	**1 000**
FCTVA	**847**	**450**	**784**
Taxe d'aménagement	**230**	**200**	**200**
FRDE	**154**	**105**	**108**
Subventions (Y/C RAR et PREV)	**1 069**	**1 885**	**500**
Epargne	**1 861**	**610**	**202**
TOTAL	**4 161**	**5 000**	**2 794**

Pour 2016 :

Les restes à réaliser devraient s'élever :

- En dépenses à : 2 633 057,00
- En recettes à : 1 834 192,00

L'exécution en dépenses devrait s'établir :

- En investissement : les réalisations à environ 4 692 310,04 €
- En fonctionnement : 14 004 606,50 €.

L'exécution des recettes devrait s'établir à :

- En investissement : à 4 489 716,29.
- En fonctionnement : 16 886 828,72 euros.

Pour 2016, la capacité d'autofinancement brute devrait avoisiner les 2 691 000 euros.

L'épargne nette devrait être de l'ordre de 1 861 000 euros.

La section d'investissement devra bénéficier d'un résultat affecté de 1 001 458,00. Le disponible net à affecter devrait s'élever à 1 880 763 euros.

Les opérations à retenir sur 2016 sont notamment :

- ✓ Les études pour :
  - la modernisation de voirie ;
  - l'extension du cimetière ;
  - la création de la zone d'aménagement concertée de la zone AUs du Tévelave en amont.
  - La réhabilitation des locaux de l'ex-ARAST en services communaux ;
  - La réalisation d'un parking pour l'école de Ravine Sèche.
- ✓ Les travaux d'extension de l'école du Ruisseau ;
- ✓ Les travaux de création des services techniques au Tévelave ;
- ✓ Les portages fonciers divers.

D. S'agissant des effectifs communaux

Pour 2017, la gestion des ressources humaines devra continuer à s'exercer dans un cadre budgétaire très rigoureux.

En effet, la prospective prend en compte :

- ✓ L'impact de la perte des remboursements sur les emplois d'avenir (progressive en 2017 au vu des échéances des contrats, quasi-totale en 2018).
- ✓ L'impact des mesures nationales notamment les textes nouveaux en matière statutaire et les revalorisations des taux de cotisations.
- ✓ Dans le cadre statutaire, il n'est pas prévu d'embauches nouvelles, si ce n'est dans le cadre d'activités de remplacements sur des postes clés impliquant des compétences particulières.
- ✓ En matière de contrats aidés, l'effectif existant, en 2016, est maintenu.

L'augmentation prévisionnelle des dépenses sera cantonnée à un maximum de 1,97%.

Pour rappel la structure des effectifs est la suivante :

	2013	2014	2015	2016
Titulaires	**88** 7 CAT A – 18 CAT B – 63 CAT C	**93** 9 CAT A – 17 CAT B – 67 CAT C	**92** 8 CAT A – 17 CAT B – 67 CAT C	**92** 9 CAT A – 17 CAT B – 66 CAT C
CDI	**48**	**46**	**45**	**44**
CDD	**12**	**9**	**19**	**20**
Apprentis	**0**	**3**	**4**	**4**
Emplois d'avenirs	**5**	**31**	**28**	**29**
CUI/CAE	**153**	**144**	**152**	**158**
Effectif global	**306**	**326**	**340**	**347**

Le temps de travail :

Temps complet : 167 agents
Temps non complet : 180 agents
1 agent titulaire en disponibilité
2 agents CDI en congés sans rémunérations pour convenances personnelles
Les heures supplémentaires éventuellement effectuées donnent lieu à récupération.

Budgétairement, la dépense présente les évolutions suivantes :

NATURE	LIBELLES	2013	2014	% EV. 14/13	2015	% EV. 15/14	PROV 2016	% EV. 16/15	PREV 2017	% EV. 17/16	PREV 2018	% EV. 18/17
6218	*Autres personnels extérieurs*	5 318,52	5 879,94	10,56%	0,00	-100,00%	0		0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
6331	*Versement de transport*	67 783,00	97 904,00	44,44%	106 228,00	8,50%	108 134,00	1,79%	110084	1,80%	112286	2,00%
6332	*Cotisations versées au FNAL*	21 594,00	24 495,00	13,43%	26 571,00	8,48%	27 055,00	1,82%	27533	1,77%	28084	2,00%
6336	*Cotisations CNFPT et CDG*	50 740,46	53 699,58	5,83%	56 188,84	4,64%	54860,12	-2,36%	65306	19,04%	66612	2,00%
64111	*Rémunération principale personnel titulaire*	1 651 515,11	1 871 156,02	13,30%	1 934 769,20	3,40%	1 946 905,60	0,63%	1924000	-1,18%	1941171	0,89%
64112	*NBI, supplément familial de trait.et ind. résidence personnel titulaire*	49 430,64	51 263,94	3,71%	60 797,73	18,60%	64 496,04	6,08%	65323	1,28%	66629	2,00%
64118	*Autres indemnités personnel titulaire*	980 899,67	1 113 520,52	13,52%	1 149 324,73	3,22%	1 167 843,03	1,61%	1185000	1,47%	1201084	1,36%
64131	*Rémunérations personnel non titulaire*	1 273 838,06	1 101 615,91	-13,52%	1 059 879,39	-3,79%	1 134 922,68	7,08%	1263332	11,31%	1498572	18,62%
64162	*Emplois d'avenir*	50 441,90	315 421,48	525,32%	527 708,28	67,30%	467 595,33	-11,39%	360151	-22,98%	184991	-48,64%
64168	*Autres emplois d'insertion (CUI/CAE)*	1 414 952,68	1 638 040,76	15,77%	1 762 789,06	7,62%	1 799 107,60	2,06%	1800 554	0,08%	1834074	1,86%
6417	*Rémunérations apprentis*	0,00	11 968,10	#DIV/0!	26 807,82	123,99%	36 698,08	36,89%	37490	2,16%	38240	2,00%
6451	*Cotisations à l'URSSAF*	569 195,00	560 155,00	-1,59%	577 621,00	3,12%	604 686,00	4,69%	726240	20,10%	740764	2,00%
6453	*Cotisations aux caisses de retraites*	603 336,97	724 475,37	20,08%	768 282,06	6,05%	782 615,97	1,87%	799288	2,13%	819350	2,51%
6454	*Cotisations aux ASSEDIC*	172 777,00	193 632,00	12,07%	213 803,00	10,42%	222 116,20	3,89%	220260	-0,84%	225788	2,51%
6455	*Cotisations pour assurance personnel*	33 969,41	45 388,34	33,62%	46 319,44	2,05%	43 759,08	-5,53%	70 000,00	-100,00%	70 000	0,00%
6456	*Versement au fnc du supplément familial*	54 066,12	54 269,06	0,38%	70 158,91	29,28%	85 776,39	22,26%	75375	-12,13%	76883	2,00%
6457	*Cotisations sociales liées à l'apprentissage*	736,00	650,00	-11,68%	1 561,00	140,15%	2 214,00	41,83%	2328	5,15%	2375	2,02%
6472	*Prest. familiales directes*	25 521,20	23 965,63	-6,10%	21 704,34	-9,44%	14 921,67	-31,25%	0	-100,00%	0	#DIV/0!
6475	*Médecine du travail-pharmacie*	21 891,52	24 833,99	13,44%	26 971,69	8,61%	27 187,61	0,80%	27744	2,0 5%	28298	2,00%
TOTAL		**7 048 007,26**	**7 912 334,64**	12,26%	**8 437 485,49**	6,64%	**8 590 894,40**	1,82%	**8 760 000**	1,97%	**8935201**	2,00%

E. Evolution et caractéristiques de l'endettement :

L'encours de dette 2016 s'établit au 31 décembre à 8 823 370,53 euros soit 766,98 euros par habitant.

	2011	2012	2013	2014	2015	Prov 2016
Encours au 31/12	8 479	8 872	10 132	9 937	9 654	8 823
CAF	2086	2 396	2 415	1 679	1783	2 691
Ratio de capacité de désendettement	4,06	3,70	4,19	5,92	5,41	3,28

En termes de structure, l'encours compte :

- Emprunts à taux fixe : 67,88 %
- Emprunts à taux indexé livret A ou TAG : 32,12 %

L'encours se situe en dessous de la moyenne des villes de 10 000 à 20 000 habitants (moyenne des villes nationales 2015 : 958,59 euros/habitant).

Le tableau d'évolution de la dette est annexé au présent rapport.

L'encours prévisionnel 2017 devrait passer au 31/12 à une somme de 9 923 370 euros.

Pour l'année 2018, l'annuité, sur cette base, s'élèvera à :

- Capital : 831 347,12
- Intérêts : 284 752,55

D'où l'absolue nécessité d'améliorer notre capacité d'autofinancement.

Pour ce qui concerne l'année 2017

Globalement, la Commune escompte sur un budget global annuel de 15 millions en fonctionnement et 5 millions en investissement.

En investissement, les orientations proposées sont celles citées ci-dessous, en sachant que pour la plupart des opérations des dossiers de demandes de subventions ont été déposés ou sont en cours de constitution. Comme en 2016, quitte à différer des programmations sur l'année N+1, l'engagement effectif des opérations restera conditionné à l'obtention effective des financements. L'appel à l'emprunt, compte tenu de la réduction envisagée de la capacité d'autofinancement, devra être limité et en tout état de cause ne pas dépasser 650 000 euros (hors RAR).

a. Finalisation des opérations portées en restes à réaliser pour un montant estimé à 2 633 057,00 notamment :

- Les opérations de voirie sur les chemins Labrune et Bellevue
- Les travaux d'agrandissement du réfectoire de Paul Hermann ;
- Les travaux pour l'accessibilité des bâtiments ;

- ➢ La modernisation du plateau sportif du Ruisseau ;
- ➢ Les études diverses.

b. En opérations nouvelles, il s'agira notamment, d'enclencher :

Travaux :

- ■ Poursuite des divers travaux de modernisation du patrimoine routier : 250 000; *(Chemin Parc à Moutons, Bassin Bleu…)*;
- ■ Travaux de modernisation du patrimoine bâti : 450 000; *(réhabilitation ex local ARAST)*;
- ■ Travaux de création de parking école de Ravine Sèche : 354 000;
- ■ Extension du cimetière et création salle funéraire : 2 800 000.

Etudes :

- ■ Reprise des études modernisation de la mairie (espace arrière salle du CM et accueil) ainsi que le diagnostic du réseau câblage de la mairie ;
- ■ Lancement des études pour une tranche supplémentaire d'agrandissement de l'école du Ruisseau 80 000;
- ■ Lancement des études pour la réfection de la piscine municipale 90 000;
- ■ Reprise de la procédure de révision du PLU ;
- ■ Poursuite de la procédure de création de la ZAC bas du Tévelave .

Foncier

- ■ Paiement des différents portages des terrains par l'EPFR : 230 000.

En équipements, mobilier et matériels divers

- ■ Mobilier pour les écoles et les restaurants : 100 000;
- ■ Mobilier et équipement pour les services communaux : 150 000.

c. Pas d'engagements pluriannuels

Au regard de ces données prévisionnelles, le Conseil est invité à débattre et à voter les orientations budgétaires du compte principal pour l'année 2017.

Après discussions, **à la majorité absolue (1 abstention : Mme BRABANT VICTOIRE Fabienne)**, le Conseil Municipal :

- ➢ Prend acte du rapport sur lequel se tient le débat d'orientation budgétaire du compte principal ;
- ➢ Prend acte de la tenue du débat ;
- ➢ Approuve les orientations budgétaires 2017 et les fixent telles que présentées tant pour le financement que pour l'investissement.

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

Le Maire,

MAIRIE DE SAINT-DENIS ★ DE LA RÉUNION ★

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de La Réunion (Tribunal administratif de La Réunion, 7 rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis Cedex ; Tél. : 02 62 92 43 60 ; Fax : 02 62 92 43 62 ; greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@ juradm.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

budget principal

Tableau Prévisionnel
Compte administratif Exercice 2016 (31/12/2016)

Tableau Prévisionnel						
Exercice	Dette en capital au 1er Janvier	Tirage	total Amortissement	total intérêts	total annuité	dette au 31 Décembre
2016	9 653 902,99	0,00	830 532,46	293 921,20	1 124 453,66	8 823 370,53
2017	8 823 370,53	600 000,00	817 126,12	273 641,55	1 090 767,67	8 606 244,41
2018	8 606 244,41	0,00	820 004,41	262 963,79	1 082 968,20	7 786 240,00
2019	7 786 240,00	0,00	830 831,23	236 611,80	1 067 443,03	6 955 408,77
2020	6 955 408,77	0,00	813 235,52	209 369,97	1 022 605,49	6 142 173,25
2021	6 142 173,25	0,00	832 758,63	181 978,53	1 014 737,16	5 309 414,62
2022	5 309 414,62	0,00	777 908,05	154 015,96	931 924,01	4 531 506,57
2023	4 531 506,57	0,00	796 572,24	128 073,48	924 645,72	3 734 934,33
2024	3 734 934,33	0,00	608 420,04	103 218,70	711 638,74	3 126 514,29
2025	3 126 514,29	0,00	596 220,78	83 349,37	679 570,15	2 530 293,51
2026	2 530 293,51	0,00	560 871,65	64 913,98	625 785,63	1 969 421,86
2027	1 969 421,86	0,00	543 578,00	46 980,08	590 558,08	1 425 843,86
2028	1 425 843,86	0,00	384 746,97	29 588,07	414 335,04	1 041 096,89
2029	1 041 096,89	0,00	213 751,30	19 724,85	233 476,15	827 345,59
2030	827 345,59	0,00	119 635,87	14 354,00	133 989,87	707 709,72
2031	707 709,72	0,00	77 469,74	12 384,92	89 854,66	630 239,98
2032	630 239,98	0,00	77 996,53	11 029,20	89 025,73	552 243,45
2033	552 243,45	0,00	78 532,55	9 664,26	88 196,81	473 710,90
2034	473 710,90	0,00	79 077,94	8 289,94	87 367,88	394 632,96
2035	394 632,96	0,00	79 632,96	6 905,99	86 538,95	315 000,00
2036	315 000,00	0,00	15 000,00	5 512,50	20 512,50	300 000,00
2037	300 000,00	0,00	15 000,00	5 250,00	20 250,00	285 000,00
2038	285 000,00	0,00	15 000,00	4 987,50	19 987,50	270 000,00
2039	270 000,00	0,00	15 000,00	4 725,00	19 725,00	255 000,00
2040	255 000,00	0,00	15 000,00	4 462,50	19 462,50	240 000,00
2041	240 000,00	0,00	15 000,00	4 200,00	19 200,00	225 000,00
2042	225 000,00	0,00	15 000,00	3 937,50	18 937,50	210 000,00
2043	210 000,00	0,00	15 000,00	3 675,00	18 675,00	195 000,00
2044	195 000,00	0,00	15 000,00	3 412,50	18 412,50	180 000,00
2045	180 000,00	0,00	15 000,00	3 150,00	18 150,00	165 000,00
2046	165 000,00	0,00	15 000,00	2 887,50	17 887,50	150 000,00
2047	150 000,00	0,00	15 000,00	2 625,00	17 625,00	135 000,00
2048	135 000,00	0,00	15 000,00	2 362,50	17 362,50	120 000,00
2049	120 000,00	0,00	15 000,00	2 100,00	17 100,00	105 000,00
2050	105 000,00	0,00	15 000,00	1 837,50	16 837,50	90 000,00
2051	90 000,00	0,00	15 000,00	1 575,00	16 575,00	75 000,00
2052	75 000,00	0,00	15 000,00	1 312,50	16 312,50	60 000,00
2053	60 000,00	0,00	15 000,00	1 050,00	16 050,00	45 000,00
2054	45 000,00	0,00	15 000,00	787,50	15 787,50	30 000,00
2055	30 000,00	0,00	15 000,00	525,00	15 525,00	15 000,00
2056	15 000,00	0,00	15 000,00	262,50	15 262,50	0,00
			9 423 370,53	1 917 695,94	11 341 066,47	